

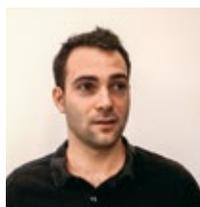
Le soutien apporté aux Palestiniens de Gaza vient nous rappeler que la Palestine reste un facteur d'unité du monde arabe.



Manifestation de soutien à Gaza, à Tunis le 16 novembre 2012.

L'IMBROGLIO GAZAOUI

De Ramallah : Xavier Guignard



Xavier Guignard
Docteur à l'université de Paris.

Quatre ans plus tard, l'histoire semblait se répéter. Dans l'ombre d'une nouvelle élection américaine offerte en spectacle planétaire, se déroulait un affrontement armé entre les factions palestiniennes de Gaza et Israël. Revendiquant son « droit à se défendre », Israël a brandi la menace que font peser les roquettes palestiniennes qui tombent sur son territoire pour déclencher une opération de bombardement massif contre Gaza, alors que depuis 2004 les quelque 7000 tirs partis de Gaza n'ont fait que vingt-deux victimes civiles israéliennes, loin des 1661 victimes palestiniennes qui ont péri depuis 2008 (source : B'teselem). Dans le même temps, le blocus imposé par Israël à la bande de Gaza n'a

jamais été allégé, contrairement à de multiples engagements israéliens. Et l'armée israélienne a poursuivi ses opérations d'assassinats à l'aide de ses drones.

La trêve signée sous le patronage de l'Égypte entend mettre fin aux tirs palestiniens, et promet un allègement immédiat du blocus, et l'arrêt des assassinats ciblés, du côté israélien.

Cette opération, à deux mois des élections législatives israéliennes et au lendemain de la réélection de Barack Obama à la Maison Blanche, fut l'occasion de saisir sur le terrain palestinien les effets des révolutions arabes et des divisions palestiniennes.

Alors que le monde arabe est clivé depuis plus d'un an et demi sur la question syrienne, le soutien apporté aux Palestiniens de Gaza vient nous rap-

peler que la Palestine reste un facteur d'unité du monde arabe. C'est d'ailleurs le sens politique que prend la visite du ministre des Affaires étrangères tunisien à Gaza, premier pays entré dans le « Printemps arabe », et premier représentant étranger à franchir le checkpoint de Rafah durant ces huit jours de bombardement. Quelques jours plus tard, il sera suivi par des représentants de la Ligue Arabe.

L'Égypte, qui était au centre des observations politiques cette semaine, a réaffirmé son rôle de puissance régionale. Alors que plus de 500 Égyptiens ont passé Rafah pour se rendre à Gaza sous les bombes, le président Mohamed Morsi négociait une trêve entre le gouvernement israélien et les factions palestiniennes, sous le regard attentif de Washington.

Tout en réussissant à ménager les intérêts politiques et économiques de son pays, Mohamed Morsi a participé au désenclavement politique du Hamas, et à l'engagement israélien d'alléger le blocus sans délai.

Au Hamas, les partisans d'une alliance politique avec le Qatar, qui offrait des retombées économiques gigantesques à l'échelle de Gaza, avaient réussi une percée politique en faisant venir une délégation officielle du Qatar à Gaza en évitant Ramallah.

Mais ils n'ont pas enterré les tenants d'une ligne « pro-Téhéran », seule puissance régionale à soutenir ouvertement l'acheminement d'armes vers Gaza.

Cette alliance s'est avérée vitale sur le champ de bataille, mais elle l'est également politiquement. Le Jihad islamique, qui entretient d'excellents liens avec le régime iranien, a fait reconnaître sa valeur militaire et son soutien populaire lors de ces huit jours. Le premier missile Fajr-5, qui a visé Jérusalem, a été tiré par ses militants.

Quand le représentant qatari à la Ligue Arabe fustige les Arabes pour être des « moutons », et rappelle que son pays n'a « aucun problème avec Israël », non seulement il souligne les ambiguïtés de la politique qatarie dans la région, mais offre une occasion au Hezbollah de s'inviter dans le conflit. Sans le nommer, le chef du parti, Hassan Nasrallah, répond au prince qatari que si l'argent et le pouvoir ont fait de certains dirigeants des moutons, il n'en est pas de même des résistants.

Le Hamas, qui sort renforcé de cette agression contre Gaza, devra se confronter à ses divisions internes, et voit d'ores et déjà grandir sa dépendance à l'égard du régime égyptien.

L'affaiblissement de l'Autorité palestinienne dans cette crise s'est encore aggravé avec la visite de la secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton. Lors de son entretien avec Mahmoud Ab-

bas, le 21 novembre à Ramallah, elle a répété l'opposition de son gouvernement à toute présentation d'une candidature palestinienne à l'ONU.

Chantre de la solution négociée avec Israël, le Président palestinien s'est vu exclu des négociations sur la trêve à Gaza et rappelé à l'ordre par son partenaire américain alors que le Hamas engrange un soutien populaire massif pour son opposition armée à Israël. Le gouvernement de Ramallah, en cherchant à ressusciter un processus de paix inexistant, apparaît de plus en plus éloigné de sa base populaire.

D'autant que c'est en scandant son soutien à la « résistance » (incluant toutes les factions combattantes sur le terrain) que la population de Cisjordanie a affronté pendant une semaine l'armée israélienne à l'occasion de manifestations spontanées et quotidiennes. Des centaines de blessés et deux morts sont venus s'ajouter aux victimes de Gaza.

Alors qu'en 2008 ces manifestations de soutien étaient marquées par la division politique du pays survenue un an plus tôt, celles de 2012 prennent forme autour de l'idéal de la réconciliation. A l'instar de ces scouts défilant le 22 novembre à Ramallah et portant fièrement les drapeaux de toutes les factions, Hamas y compris, les campus universitaires et les rues de Cisjordanie ont vu ressortir drapeaux et militants politiques que la répression policière avait effacés de l'espace public depuis 2007.

Cette présence souligne un nouveau rapport de force au sein d'un Fatah affaibli qui ne peut plus se permettre de jouer le rôle du policier israélien en Cisjordanie. La police de l'Autorité n'a pas réprimé ces démonstrations de solidarité, ce sont les militaires israéliens

qui viendront arrêter, au lendemain de la trêve à Gaza, cinquante-cinq personnes au motif « d'activité terroriste ». Les manifestants qui ont inscrit « Intifadha armée » sur les murs du siège présidentiel lors de la visite de Clinton, comme un défi à la politique du Fatah, appellent aujourd'hui ouvertement à la démission de Mahmoud Abbas.

Le principal leader du Fatah en prison, Marwan Barghouti, l'a enjoint à se rendre à Gaza pour montrer sa solidarité. En vain... L'Autorité palestinienne, qui n'a pas trouvé sa place durant ces huit jours d'affrontement avec Israël, en ressort fragilisée, alors qu'après cinq ans d'isolement politique, le Hamas a réussi le tour de force de ramener la bande de Gaza au centre de la question palestinienne. C'est le même Hamas qui, un mois à peine avant l'offensive contre Gaza, œuvrait avec succès pour ouvrir Gaza à l'aide qatarie. Par deux fois en quelques semaines, les représentants arabes auront pris le chemin de Gaza et non celui de Ramallah pour se rendre en Palestine.

Au lendemain de cette semaine meurtrière, les deux principaux partis palestiniens font cruellement face à leurs propres divisions, ainsi qu'à la séparation entretenue entre la Cisjordanie et Gaza depuis 2007. Reste à savoir vers qui ils se tourneront dans ce nouveau Moyen-Orient à la recherche de nouveaux soutiens politiques, et quelle position prendront leurs nouveaux alliés quant à la réconciliation qui fut le moteur des revendications de cette semaine.

La Palestine étant une équation largement internationale, la position des acteurs européens et américains quant à la reconnaissance du Hamas et leur regard sur le processus de paix seront déterminants pour l'instauration d'une solution durable. ■

Les manifestations de soutien spontanées de la population de Cisjordanie prennent forme, aujourd'hui, autour de l'idéal de la réconciliation.

Depuis 2004, 7000 tirs partis de Gaza ont fait 22 victimes civiles israéliennes. 1661 victimes palestiniennes ont péri depuis 2008.

(source : B'teselem).

Les élections américaines du 6 novembre dernier sont intervenues dans un contexte international nouveau. Les révolutions arabes ont profondément perturbé la stratégie d'ensemble du Pentagone et de l'OTAN dans le monde arabo-musulman, et la Chine est devenue la deuxième puissance économique, et la première exportatrice du monde. Elle détient désormais une part considérable de la dette américaine, et son excédent commercial avec la première économie du monde est abyssal. Son influence, combinée à celles des autres BRIC (Inde, Russie, Brésil, Afrique du Sud), est devenue incontournable sur l'échiquier géopolitique.

Aussi exceptionnelle que puisse être cette situation et même si l'enjeu du déclin de l'Occident pèse sur l'humeur de l'opinion occidentale en général, ces élections obéissaient à des enjeux nationaux, parfois purement locaux. Le citoyen américain devait avant tout choisir entre deux méthodes pour remédier à la crise.

La relance keynésienne d'Obama et la social-démocratie américaine

En 2008, en votant Obama et en reconduisant la majorité démocrate au Congrès, une majorité d'électeurs avaient confié leurs voix à une réforme d'inspiration keynésienne.

Les Américains ont fait le choix de la continuité en reconduisant avec une confortable avance le premier président « africain-américain » de leur histoire. Ces élections ont été le choix de l'État providence et du libéralisme social. Sur le plan stratégique international, elles ne changent rien.

Le programme comportait deux volets :

- Un plan de relance de renflouement massif des banques, avec l'exigence du maintien du crédit pour l'économie réelle, et le rachat de General Motors, un des premiers employeurs des États-Unis.

- Le lancement d'une assurance maladie publique, financée par tous les assurés privés, et donc par la classe moyenne supérieure.

Le retour du libéralisme ?

La dureté et la longueur de la crise et le blocage législatif avec le retour d'une majorité républicaine au Congrès après les élections de midterm de 2010 ont changé la donne. La voix des néo-libéraux a ainsi porté plus fort, et plus loin. L'idée d'instances fédérales engagées sur la voie d'un État providence centralisé a effrayé une majorité des électeurs, tandis que leurs situations personnelles tardaient à s'améliorer.

Avec la campagne républicaine pour les primaires, puis le programme de l'équipe Romney, on voyait resurgir les discours de Freeman. L'équipe du gouverneur du Massachusetts a repris un discours promouvant la liberté individuelle et la libre entreprise.

Le Parti Républicain, effrayé par la montée en puissance sur sa droite des Tea Partys en 2008 et 2010, a entrepris de contester les choix éco-



nomiques keynésiens et les options « socialisantes » d'une administration manifestement sociale-démocrate.

Le mode de contournement du fameux « mur budgétaire » qui, en 2011, avait contraint Congrès républicain et Administration démocrate à s'accorder sur un plan pour réduire drastiquement le déficit afin d'éviter à la dette publique d'excéder 70 % du PIB – interdit par une loi fédérale – était l'enjeu majeur autour duquel toutes les discussions, et notamment stratégiques, étaient engagées.

Le camp Romney assumait sa volonté de maintenir un taux d'imposition bas sur les ménages aisés et sur la classe moyenne supérieure ainsi que sur la taxe entrepreneuriale. Tandis que le camp Obama accusait les républicains de vouloir protéger les nantis et proposait le renforcement, pour les ménages comme pour les entreprises, de la progressivité de l'impôt. Sur les économies à faire pour éviter le mur budgétaire, le camp Romney accusait Obama de gabegie et reven-

diquait, comme sous Reagan, dans la droite ligne de la vision neo-cons, un seul poste important de dépenses : la défense.

Une divergence de ton mais une convergence de fond en politique internationale

La vision républicaine, tout en rappelant singulièrement l'administration Bush d'après le 11 septembre, visait à renforcer le budget de l'armée et relancer l'économie par le biais de commandes publiques. Stratégiquement, elle n'était pas dénuée de sens puisque la toute-puissance des États-Unis dépend bel et bien de leur force de réaction et de la crainte qu'ils inspirent, puisque leur économie et leurs finances sont largement mondialisées et en déclin.

Effrayer la Chine, soumettre l'Iran, garantir la sécurité d'Israël (pour satisfaire le lobby de l'AIPAC, grand pourvoyeur de fonds en période électorale) sont des leitmotivs conjoints. Il n'est, sur le fond aucune divergence au sujet du retrait d'Afghanistan et personne ne regrette le départ des troupes du borbier irakien...

Certes Obama, au Caire, avait promis un nouveau rapport au monde arabo-musulman, et de fait, les États-Unis sont moins outrecuidants (mais le peuvent-ils encore, l'échec irakien a démontré la vacuité du rêve de George Bush Sr d'un « nouvel ordre mondial »). Hillary Clinton et ses services ont clairement réagi à temps lorsqu'il a fallu changer d'effigies et paraître accompagner les révolutions tunisienne et égyptienne. De même, pour les deux camps, l'Iran ne doit pas avoir la bombe, et toutes pressions sont bonnes à faire même si l'on doit sacrifier une révolution démocratique en Syrie. Sur les relations avec la Russie, si la méthode Obama est plus douce et si Romney, en campagne, peut se permettre certaines provocations, nul n'a pour l'instant invalidé le projet de bouclier antimissile positionné en Pologne (tant pis, à nouveau, pour la Syrie).

Certes, Mitt Romney avait d'excellentes relations avec Benyamin Netanyahu, et Obama ne l'aimait guère, mais cette situation conduisait l'administration démocrate à encore plus de tolérance à l'égard des activités israéliennes au Moyen Orient. De fait, Washington sait que nul n'a jamais été reconduit en ayant contesté ou forcé la main au

Le choix social et « libéral » des électeurs américains

Les Américains, par contre, durant le vote, ont fait le choix de la continuité, ils ont reconduit avec une confortable avance le premier président « africain-américain » de leur histoire.

Les républicains liés au Tea Party ont obtenu des résultats déplorables, même si les députés centristes de ce parti ont gardé la majorité à la Chambre des Représentants. Le fantasme des communautés libres des États-Unis d'antan n'a pas sa place pour une majorité assoiffée de social-démocratie.

Mitt Romney lui-même fut contraint de jouer une partition qu'il n'aimait guère : gouverneur de l'État le plus libéral du sous-continent (le Massachusetts), il avait créé sa propre sécurité sociale universelle. Mais, ne pouvant lâcher l'aile droite de ses électeurs, il trouva un compromis idéologique dans la rhétorique d'une solidarité sociale autonome au sein des États fédérés... Partisan de la « liberté de choix », il ne pouvait défendre l'avortement sans s'attirer les foudres des ultra-religieux. Membre de l'élite de

Washington, il ne pouvait décevantement garantir la défense des « communautés » face à un État central désormais

La toute-puissance des États-Unis dépend bel et bien de leur force de réaction et de la crainte qu'elles inspirent, puisque leur économie et leurs finances sont largement mondialisées et en déclin.

omniprésent. Et les électeurs ne s'y sont pas trompés, à la suite de quinze autres États depuis quelques années, au Massachusetts, la commercialisation du cannabis a été votée à des fins médicales, tandis que le très conservateur

et républicain Colorado a adopté sa légalisation pure et simple et a re-voté Obama !

En Floride, les électeurs, très partagés sur le choix des Grands Électeurs pour la présidence, n'en ont pas moins massivement rejeté une proposition interdisant le financement public de la contraception, et près de dix États reconnaissent désormais le mariage « pour tous » ! (le Massachusetts, à nouveau, fut le premier, en 2004)

Ces élections ont été le choix de l'État providence et du libéralisme social (au sens américain). Sur le plan stratégique international, elles ne changent

rien. Le choix de Romney aurait peut-être conforté Netanyahu, qui tolère la colonisation et refuse toute concession pour un accord de paix, mais le rejet élec-

toral du premier n'a pas empêché le second de lancer sur Gaza une offensive surprise et, a priori, inutile ; alors qu'ils avaient « patienté » jusqu'alors... menaçant durant toute la campagne américaine de frapper l'Iran...

Washington sait que nul n'a jamais été reconduit en ayant contesté ou forcé la main au positionnement israélien.

Simon Pierre

Diplômé de l'université Paris I et de l'IRIS (Institut des relations internationales et stratégiques)